



EDUCATION ET SECURITE ROUTIERE

Education routière :

- environ 10 000 examens permis B pratiques. Taux de réussite 1er examen : 60%
- externalisation des épreuves théoriques du permis
- dématérialisation des examens et de l'inscription des candidats

Sécurité routière :

- établissement du document général d'orientation (DGO) 2018-2022
- secrétariat de la commission de sécurité routière
- établissement du programme départemental d'actions de sécurité routière (PDASR)
- actions de sensibilisation à la sécurité routière
- 10 radars pédagogiques + 1 radar vitesse
- mortalité en hausse : 37 tués (contre 34 en 2016)
- expertise pour la mise en œuvre des itinéraires contrôlés



LOGEMENT - HABITAT

Politique de l'habitat

- 9 Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) dont 5 approuvés, 3 en révision et 1 en élaboration
- 5 CUS (Convention d'Utilité Sociale) signées avec les organismes HLM
- 1 Etude Observatoire des loyers
- 1 Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC)
- 1 Etude pré-opérationnelle sur le Centre Ancien de Romans
- 1 Etude pré-opérationnelle sur les copropriétés dégradés sur la Communauté de Communes Porte de DromArdèche (CCPDA)
- 2 Programmes départementaux d'Intérêt Général (PIG)
- 1 Contrat Local d'Engagement programme "Habiter mieux"

Insalubrité

- 236 ménages suivis dans le cadre du PIG Habitat Indigne dans la Drôme et du PIG Valence Romans Sud Rhône-Alpes
- 81 logements sortis de l'habitat indigne par des travaux aidés par l'Anah (logements très dégradés ou insalubres)

Rénovation urbaine

La convention (PRU1) de Romans s'est terminée fin 2017.

- 1 protocole préfigurant le Nouveau Programme de Rénovation Urbaine sur le territoire de Valence Romans Agglomération, signé le 27 janvier 2017.

Cette intervention pluriannuelle interviendra dès 2018 jusqu'en 2022 sur les quartiers du Polygone et des Hauts de Valence à Valence, et du Centre Ancien et de la Monnaie à Romans.

Logement locatif social public

Parc de 27 230 logements locatifs HLM géré majoritairement par 7 organismes HLM
Budget 2017 : 1,63 M€ aides à la pierre (aides directes)

Financés en 2017 :

- 572 logements locatifs publics (PLAI et PLUS)
- 12 logements intermédiaires (PLS)
- 70 logements en accession sociale (PSLA)

Agréés en 2017 :

Logement privé agence nationale pour l'habitat (ANAH)

Budget 2017 : 8,6 M€

- 7,34 M€ d'aides octroyés dont 6,98 M€ de subventions Anah et 0,36 M€ de subventions Ingénierie
- 1,25 M€ de fond énergie (Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique) dont 0,12 M€ de subventions Ingénierie
- 903 logements rénovés
- 769 logements aidés pour les Propriétaires Occupants (PO) aux ressources modestes dont 519 en travaux d'énergie (programme "Habiter Mieux") et 271 en travaux permettant le maintien à domicile ou l'adaptation au handicap
- 97 logements locatifs de propriétaires bailleurs dont 94 logements avec travaux d'économie d'énergie
- 1 aide aux syndicats de copropriétaires pour 37 logements bénéficiaires
- 47 logements nouvellement conventionnés sans travaux

SCOT : Schéma de COhérence Territoriale

IOTA : Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements

DIG : Déclaration d'Intérêt Général

OUGC : Organisme Unique de Gestion de Collecte

SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux



La DDT, un acteur au service des territoires...

La direction départementale des territoires (DDT) est chargée, sous l'autorité du préfet, d'intervenir sur un ensemble de missions qui contribuent à l'aménagement du territoire : politique agricole, environnement, aménagement et urbanisme, logement et habitat, prévention des risques, transport, sécurité routière...

Loin d'être exhaustif, ce bilan chiffré de l'année 2017 traduit la variété et l'étendue des compétences de la DDT dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques pour le compte des ministères de la transition écologique et solidaire, de l'agriculture et de l'alimentation, de la cohésion des territoires.

BILAN D'ACTIVITES

2017

La DDT en QUELQUES CHIFFRES



La DDT, ce sont...

- 170 (*)** personnes (42% d'hommes et 58% de femmes) pour une moyenne d'âge de 52 ans :
- 120 agents du ministère de la transition écologique et solidaire
 - 34 agents du ministère de l'agriculture et de l'alimentation
 - 14 agents du ministère de l'intérieur
 - 2 agents du SGG

Budget de fonctionnement (BOP 333)

- Fonctionnement courant 497 K€
- Loyers et charges immobilières 337 K€

Affaires juridiques

- 30 contentieux administratifs et 21 procédures pénales
- 132 analyses juridiques (sur domaines d'intervention de la DDT)

(*) au 31/12/2017

TERRITOIRE-PLANIFICATION - URBANISME



Documents d'urbanisme

- 1 SCOT (Rives du Rhône, approuvé en 2012) en révision depuis 2013 suite à élargissement du périmètre
- 1 SCOT (Rovaltain Drôme-Ardèche approuvé en 2016), à décliner dans toutes les procédures en cours
- 1 SCOT dont le périmètre a été arrêté en 2015 (Vallée de Drôme Aval) et le syndicat mixte porteur opérationnel en 2017
- 1 SCOT dont le périmètre a été arrêté en 2016 (Rhône-Provence-Baronnies), sur 3 départements.
- 18 Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et 6 cartes communales (CC) approuvés au cours de l'année 2017

En cours au 31/12/17 : 87 élaborations/révisions PLU et 17 élaborations/révisions CC

Actes d'urbanisme

- 1520 actes d'urbanisme instruits, 1844 avis conformes (caducité POS)

Prévention des risques

- 1250 avis risques sur autorisation d'urbanisme émis (+ 25 % par rapport à 2016 et + 150 % par rapport à 2015)
- 48 notes d'intégration des risques dans les documents d'urbanisme, 18 « porter à connaissance » et 30 avis sur projet arrêté
- 2 Plans de Prévention du Risque (PRR) inondation approuvés, 1 modification approuvée, 66 PPR en cours d'élaboration
- 50 communes couvertes par l'étude d'aléa du bassin du Roubion Jabron
- 1 nouveau Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) labellisé en 2017, 5 en cours de mise en œuvre, 1 en cours d'instruction
- 144 fiches actions à suivre dans le cadre des PAPI en cours
- 460 K€ de subventions "fonds de prévention risques naturels majeurs" versées
- 10 stratégies locales de gestion des risques approuvées (3 nouvelles en 2017)

Qualité de l'air

- abaissement de la vitesse maximale sur l'A7 dans la traversée de Valence (étude circonstanciée de trafic et étude qualité de l'air)
- nouveau dispositif préfectoral de gestion des pics de pollution
- contribution au plan climat air énergie territorial (PCAET) de Valence

Transition énergétique

- début de la mise en œuvre opérationnelle des actions de la transition écologique
- appui aux territoires à énergie positive : conseil, suivi des programmes, contrat de transition écologique

Accessibilité

- 925 autorisations de travaux
- 192 agendas programmés
- 570 attestations

Qualité de la construction

- 9 contrôles réglementaires de la construction (CRC) en cours dont 4 visites réalisées sur 4 opérations de logements (privé/public)
- 650 contrôles sur attestations thermiques lors des dépôts des permis de construire (déposés depuis 2014)
- 8 opérations de travaux en cours suivies dans le cadre de l'exemplarité de l'Etat dans les domaines : thermique, accessibilité et sécurité/gros entretien
- 9 bâtiments pris en charge par la DDT pour tenue à jour du référentiel technique national de la Direction générale des Finances publiques (DGFIP)
- 9 carnets de bord réalisés et diffusés aux occupants, identifiant les caractéristiques techniques de chaque bâtiment et proposant des plans d'actions pluriannuels.

Gens du voyage

Financement de la 10ème aire d'accueil des gens du voyage à Saint Rambert d'Albon (16 places) livrée en 2017
Au total, la Drôme compte :

- 2 opérations d'habitats adaptés (Romans et Lorient)
- 10 aires d'accueil (228 places), 1 aire de grand passage (Valence pour 180 caravanes)

Financement d'une étude logement préalable à la révision du schéma départemental des Gens du Voyage

Paysage et publicité extérieure

- 724 km de routes surveillées pour l'application du Code de l'environnement dans le domaine de la publicité extérieure
- 1 142 procédures engagées soit : 892 signalements et 130 arrêtés de mise en demeure
- 1 023 dispositifs démontés

Mobilité

- expertise sur le Plan de Déplacements Urbains de Valence Romans déplacement
- bus à haut niveau de service (BHNS) de Valence Romans agglomération
- participation aux assises de la mobilité

Infrastructures :

Veille sur les grands projets d'infrastructures dans le département :

- Réaménagement du carrefour des Couleures
- Déviation de Livron-Lorient
- Plan de relance autoroutier (échangeurs Nord Drôme et échangeur Sud Drôme)
- Étude environnementale sur A7 dans la traversée de l'agglomération de Valence
- Gare de Montélimar Provence (Allan)

EAU ET FORETS

Police et politique de l'eau

- 8 autorisations IOTA, 2 DIG et 266 déclarations loi sur l'eau
- arrêté d'autorisation unique de prélèvement irrigation du bassin versant de la Drôme
- 6 conférences départementales de l'eau (CDE), en formation sécheresse
- 1 conférence départementale irrigation
- 1 copil captages prioritaires, 1 copil GEMAPI



Accompagnement du territoire

- 2 désignations d'OUGC (ce qui porte à 6 en Drôme)
- 132 communes classées en zone vulnérable nitrates
- 18 captages prioritaires dont les 5 du SDAGE 2016-2021
- 10 plans d'action validés
- 9 rapports de manquement administratif pour des non conformités collecte pour des stations de traitement des eaux usées > 2000 équivalents-habitants
- travaux d'entretien sur le Domaine Public Fluvial Drôme aval pour 40 K€
- 263 hommes-jours de contrôles (station d'épuration, sécheresse, débit réservé, cours d'eau, continuité)
- Accompagnement GEMAPI (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations)

Forêts

- 21 autorisations de défrichement, contrôles sur site et par télédétection
- 10 autorisations de coupe de bois
- suites des campagnes de sensibilisation au débroussaillage
- 5 dossiers de desserte (375 K€ HT)
- 1 dossier de défense feux de forêts (110 K€ HT)
- finalisation de la révision du PDPFCI (Plan Départemental de Protection des Forêts contre les Incendies)

ESPACES NATURELS

Pastoralisme

168 attaques imputables au loup totalisant 568 victimes et 182 disparitions

- 127 tirs de défense concernant le loup, 13 décisions de défense renforcée, 1 décision de tir de prélèvement
- 167 K€ d'indemnisation des dommages liés aux attaques de troupeaux
- 1,94 M€ de mesures de protection



Natura 2000

- 33 sites classés (125 communes) dont 23 pilotés dans la Drôme :
 - 14 sites portés par les collectivités,
 - 2 par l'État,
 - 2 sont sans animation,
 - 5 sites «orphelins» sans plan de gestion ni structure animatrice.
- 288 400€ de crédits d'animation Etat +Europe (7 dossiers engagés)
- 16 nouvelles conventions de délégation avec l'état

AGRICULTURE

Aides directes

(dossiers traités en 2017)

- 35,1 M€ aides découplées (Droits à paiement de base, paiement vert et paiement redistributif) pour 3.810 exploitations
- 0,43 M€ d'aides «jeunes agriculteurs» pour 258 exploitants
- 1,7 M€ d'aides couplées végétales pour 1.507 exploitations
- 2,7 M€ d'aides couplées animales pour 704 éleveurs
- 11,9 M€ d'indemnités compensatoires de handicap naturel (ICHN) à 1.154 exploitations



Aides à l'installation et à la modernisation

(dossiers engagés en 2017, tous financements confondus)

- 1,4 M€ pour 48 demandes à l'installation
- 2 M€ pour 242 dossiers de protection des troupeaux contre la prédation par le loup
- 5,5 M€ pour 240 dossiers de projets éligibles aux aides du plan de compétitivité et adaptation des exploitations (construction et modernisation des bâtiments d'élevage, travaux d'amélioration des espaces pastoraux, matériels pour l'agriculture biologique ou l'agro-écologie, irrigation, ateliers de transformation, magasins de vente)